

APPORTER UNE CONTRIBUTION SPÉCIALE AU MONDE

connaissances à exploiter. Le gouvernement du Canada est convaincu qu'une approche intégrée, dite des « 3D », réunissant la diplomatie, la défense et le développement, constitue la meilleure stratégie pour aider les États assaillis par quantité de problèmes étroitement liés. En bref, nos programmes d'aide publique et nos politiques internationales plus générales doivent fonctionner en tandem. Cela suppose une coopération plus étroite entre les ministères – de la planification à l'exécution – pour que des contributions aussi disparates que la formation de policiers, le génie civil et le développement du secteur privé soient réunies en une approche globale du renforcement des capacités. Une collaboration accrue avec les réseaux existants de Canadiens sera également essentielle pour assurer la cohérence sur le terrain.

Parvenir à un développement véritable

Le Canada s'est toujours attaché à produire des richesses et à les partager. Le régime de soins de santé public et les programmes de sécurité sociale intégrés sont des caractéristiques de notre société. Depuis quelque temps, les Canadiens sont confrontés aux changements structurels qui s'opèrent dans leur économie, et le modèle canadien a trouvé sa voie en partageant les risques encourus et en aidant ceux dont la vie est temporairement perturbée. Cependant, ces filets de sécurité brillent par leur absence à l'échelle internationale.

Pour beaucoup de pays, il se révèle difficile de parvenir à une croissance induite par le marché, ou celle-ci s'avère insuffisante, d'où des problèmes à instaurer et à maintenir des systèmes de protection sociale adaptés. Trop souvent, les pauvres font démesurément les frais de l'absence de progrès économiques. De meilleures conditions de commerce national et international seront nécessaires pour permettre aux pays en développement de générer assez de ressources pour se sortir de la pauvreté. Faire reculer la pauvreté dans le monde est un des défis les plus difficiles auxquels la communauté internationale sera confrontée dans les 10 prochaines années. Mais tous les pays doivent s'engager à le relever. En plus de ses efforts à l'OMC, le Canada peut faire beaucoup unilatéralement. En améliorant l'accès aux marchés canadiens pour les biens et les services en provenance de pays en développement, il contribuera à encourager l'entrepreneuriat. En offrant conseils et aide

à des exportateurs éventuels, il les aidera à profiter de nouvelles possibilités commerciales. De même, en ouvrant des partenariats de recherche-développement à des pays pauvres, il facilitera le transfert de compétences techniques et de technologies et les aidera ainsi à être mieux en mesure d'affronter la concurrence sur le marché international.

Il est essentiel d'aider à jeter les bases économiques de la croissance du secteur privé. Pour certains pays, toutefois, le défi est encore plus grand car ils n'ont pas les ressources de base nécessaires pour participer au commerce international. L'allègement de la dette peut alors être une des clés de la solution. Ainsi, en allégeant la dette des pays les plus pauvres du monde, on leur donnera un répit dont ils ont bien besoin alors qu'ils ploient sous des fardeaux financiers qui entravent aujourd'hui leur développement. Dernièrement, le Canada a allégé unilatéralement la dette de l'Éthiopie, du Ghana et du Sénégal, portant à plus de 1 milliard de dollars le total de la remise dans le cadre de l'Initiative canadienne à l'égard de la dette, mais le monde n'en fait pas encore assez à cet égard. Le gouvernement du Canada préconise au sein du G8 un programme d'allègement plus ambitieux du service de la dette, en commençant par un groupe central de pays, mais avec la possibilité de l'élargir à d'autres. Il encouragera aussi les institutions financières internationales (comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) à participer davantage à l'allègement de la dette, sans que soit compromise la viabilité de ces institutions ou des marchés mondiaux.

Le Canada est un bon exemple du fait que des institutions peuvent effectivement réunir des intérêts disparates autour d'une cause commune. Gouverner un territoire aussi immense et divers représente un défi permanent pour nos dirigeants politiques, mais ils le relèvent en trouvant des solutions qui réaffirment les valeurs que sont la liberté individuelle et la responsabilité collective. Le Parlement canadien et les assemblées législatives provinciales, associés à des innovations plus récentes, comme la Charte canadienne des droits et libertés et l'Entente-cadre sur l'union sociale, donnent une cohérence à notre partenariat transcontinental, à la fois régional et linguistique.

Pour ceux qui vivent dans des pays où la violence menace de balayer les compromis politiques quand des